

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 23/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Compagnie Industrielle du Bois

Avenue de la Gare
47170 Mézin

Références : FP/SM/UbD24-47/2026/75
Code AIOT : 0005202211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement Compagnie Industrielle du Bois implanté Avenue de la Gare 47170 Mézin. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre de l'action de la DREAL Nouvelle Aquitaine dite " opération coup de poing " sur la thématique des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Compagnie Industrielle du Bois
- Avenue de la Gare 47170 Mézin
- Code AIOT : 0005202211

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La S.A.S C.I.B. (Compagnie Industrielle du Bois) exploite à Mézin des installations de fabrication de portes et de blocs-portes en bois (dont des portes coupe-feu et des portes anti-effraction), autorisées par arrêté préfectoral du 29/12/2006.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 3.4.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	eaux polluées accidentelle ment	Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/12/2006, article 32.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Connaissance des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 40.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Produits dangereux ou incompatibles	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 30.2	Sans objet
4	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
5	Mesures de maîtrise des Risques	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 30.9	Sans objet
7	Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 3.4.2	Sans objet
8	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 40.5	Sans objet
9	Gestion des produits/Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions sont attendues concernant la mise sous rétention des produits.

Par ailleurs, l'examen des suites données par l'exploitant à la visite réalisée le 16 juillet 2024 a également donné lieu à des demandes d'actions correctives / transmission de justificatifs correspondants par rapport aux moyens de lutte contre l'incendie ainsi qu'une proposition de mise en demeure relative au bassin de rétention des eaux potentiellement polluées du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de : sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats :

L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés sur le site sont compilées dans un classeur dédié. Toutes les FDS des produits classés comme dangereux selon le règlement CLP (CE) n° 1272/2008 et examinées en séance sont des versions postérieures à 2020.

2 FDS de version antérieure à 2020 ont été recensées dans le classeur (peinture «3960281 WB Aquafond MC Blanco PRE » version FDS révisée le 27/08/2015 et peinture « YL-C553/-C02 - Fond à l'eau pour l'intérieur - Blanc » version FDS révisée le 29/06/2017). Selon la FDS correspondante, le premier produit n'est pas jugé dangereux au regard du Règlement n° 1272/2008 (CLP), le second n'est pas non plus classé dangereux mais la rubrique 2.1 précise : « Le produit n'est pas classé comme dangereux conformément aux dispositions du Règlement (CE) 1272/2008 (CLP). Néanmoins, contenant des substances dangereuses à une concentration telle qu'elle doit être déclarée à la section 3, le produit nécessite une fiche des données de sécurité contenant des informations appropriées, conformément au Règlement (CE) 1907/2006 et amendements successifs. ».

A proximité de chaque stockage de produits observé le jour de la visite une affiche récapitule pour chacun des différents produits les informations essentielles de la FDS (Pictogrammes de danger, mesures de premiers secours, de lutte contre l'incendie, les règles de manipulation et de stockage).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra se procurer une version actualisée de la FDS peinture « YL-C553/-C02 -Fond à l'eau pour l'intérieur - Blanc » et d'une manière générale de tout produits dangereux dont la FDS est antérieure à 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Connaissance des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 40.3

Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produit- Etiquetage

Prescription contrôlée :

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code de travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

Les produits observés le jour de la visite étaient correctement identifiés et étiquetés conformément à la réglementation en vigueur. Il a toutefois été constaté à l'extérieur des bâtiments la présence de 3 fûts métalliques non étiquetés contenant, selon l'exploitant, de l'huile usagée .

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que tout récipient soit correctement identifié de façon à connaître la nature des produits contenus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Produits dangereux ou incompatibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 30.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Produits dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.</p> <p>A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés, identifiés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.</p> <p>La capacité des citernes routières de livraison de propane est limitée à 9 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été constaté d'incompatibilité de stockage entre produits le jour de la visite. Les seuls pictogrammes de danger des produits placés sur rétention commune sont « CMR » et « Nocif/Irritant ».</p> <p>Les seuls produits inflammables aperçus sur le site (5 bidons de 30 kg chacun de Médocryl D812) sont stockés à part et sur une rétention dédiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS des produits dangereux détenus en plus grande quantité (colle « Adhésive 1274 » et durcisseur « Hardener 7500 ») ont été examinées par l'inspection.</p>

<p>Ces produits ne sont concernés que par le pictogramme de danger « CMR ».</p> <p>La FDS de ces produits précise par ailleurs de ne pas les laisser pénétrer dans les égouts ou les cours d'eau. Leur élimination doit se faire en tant que déchets dangereux (code 08 04 09* « déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances »).</p> <p>Les enjeux de ces produits concernent essentiellement la protection des travailleurs. Les consignes relatives au port des EPI et les mesures de premiers secours sont affichées au niveau de l'emplacement de ces produits.</p> <p>La Rubrique 5 « Mesures de lutte contre l'incendie » de ces 2 fiches ne mentionne aucun « moyens d'extinction inappropriés » connu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection les justificatifs d'élimination en tant que déchets dangereux les récipients ayant contenu de la colle « Adhésive 1274 » et du durcisseur « Hardener 7500 » .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 30.9</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...l'ensemble du personnel est instruit des risques liés aux produits stockés ou mis en œuvre dans les installations et de la conduite à tenir en cas d'accident. ...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir point précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Capacité de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Tous les produits dangereux vus en inspection étaient placés sur rétention, toutefois, la rétention en béton placée en extérieur sous le GRV contenant de l'Adhésive 1274 ne semble pas de capacité suffisante et, bien qu'abritée par un appentis, des eaux météoriques sont présentes au fond de la rétention.</p> <p>Par ailleurs, la rétention en béton sous les 3 fûts d'huile usagée est fissurée à plusieurs niveaux et ne remplit plus correctement sa fonction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier de la capacité suffisante de la rétention sous le GRV contenant de l'« Adhésive 1274 » placé en extérieur et procéder à la remise en état de la rétention sur laquelle reposent les 3 fûts d'huile usagée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Capacité de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.</p> <p>...</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de stockage de produits dangereux sous le niveau du sol.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Etat des stocks de produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 40.5</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrées/sorties
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Un état des stocks des produits utilisés sur le site et leur localisation est disponible. Les produits détenus en plus grande quantité sont la colle « Adhésive1274 » (800 kg), le durcisseur « Hardener 7500 » (600 kg) et la peinture « A4310 - HYDROBARP ACABADO BLANCO TABLEX CORTINA SP » (1100 kg).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des produits/Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : [...L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.]
Constats : Voir point précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : eaux polluées accidentellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour

l'extinction, doit être recueilli dans le bassin prévu au point 4.2.
Ce volume est maintenu vide en permanence. Les organes de commande nécessaires à l'obturation du rejet au milieu naturel doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance, localement et à partir d'un poste de commande.

Rappel visite du 16/07/24 :

Constats : " Un bassin de récupération des eaux d'extinction de 500 m³ est présent mais n'est pas étanche. Après la visite l'exploitant déclare avoir pris contact avec un prestataire pour étancher ce bassin."

Demande formulée : "L'exploitant communique à l'inspection des installations classées l'échéancier des travaux d'étanchéité du bassin de récupération des eaux d'extinction."

Constats :

En réponse à la demande formulée suite à la visite du 16/07/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis pour les travaux d'étanchéification du bassin daté du 05/08/2024 assorti d'un échéancier prévisionnel de réalisation étalé sur les semaines 49 à 51 de l'année 2024.
Toutefois, il a été constaté lors de la visite du 27/02/2026 que ces travaux n'avaient toujours pas été réalisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la réalisation des travaux permettant de respecter les dispositions des articles 4.2 et 4.3 de son arrêté d'autorisation.
Un projet de mise en demeure est joint au présent rapport à ce sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2006, article 32.5

Thème(s) : Risques accidentels, prévention du risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement. La date et le contenu de ces vérifications sont consignés par écrits et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Rappel visite du 16/07/24 :

Constats : "Les 89 extincteurs et 2 RIA ont été vérifiés annuellement jusqu'en 2022. La vérification annuelle n'a pas été faite en 2023. L'exploitant déclare avoir programmé leur vérification en 08/24."

Demande formulée : " L'exploitant fait vérifier les moyens d'intervention et de secours et transmet à l'inspection des installations classées le rapport de vérification dès sa réception."

Constats :

En réponse à la demande formulée suite à la visite du 16/07/2024, l'exploitant a fait procéder à la vérification des 89 extincteurs et 2 RIA du site et des trappes de désenfumage en septembre 2024. Les vérifications ont également été réalisées en septembre 2025. Le compte rendu Q4 de 2025 relatif à la vérification périodique des extincteurs mentionne toutefois comme point de non conformité la non réalisation de 7 révisions décennales ou remplacements selon la norme NF S61-919 de 7 appareils.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier auprès de l'inspection de la conformité de l'ensemble des extincteurs détenus sur le site.

Par ailleurs il serait judicieux de reporter sur le plan d'intervention du site, permettant de localiser les différents extincteurs et RIA, le numéro qui leur a été associé et de reporter ces numéros dans les comptes rendus de vérification annuelle afin de faciliter l'identification et la localisation de chaque appareil.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois